

05-07-2002

25 jan 2002

Sous-Commission Paritaire 318.01 pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone.

Convention collective de travail du 25 juin 2001 instituant un Fonds de sécurité **d'existence** et en fixant les statuts pour les services subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la sous Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

Vu la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité **d'existence**, notamment l'article 2 ;

Chapitre Ier : **Dénomination, siège, objectifs, durée**

Article 1 . Il est institué, depuis le 1er janvier 1989, un Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors ".

Article 2 . Le siège du Fonds est établi à 1348 Louvain-la-Neuve, Place de l'Université, 16. Ce siège peut être transféré à n'importe quelle localité située en Belgique, par simple décision du Conseil d'administration, publiée dans les annexes du Moniteur belge.

Article 3 . Le Fonds a pour objectifs :

1. d'organiser l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux complémentaires aux travailleurs visés à l'article 6, 2) ;
2. de percevoir et recouvrer les cotisations à charge des employeurs visés à l'article 6, 1) ;
3. de recevoir tout subside émanant d'instances diverses tant au niveau régional, communautaire, national, européen et autre, et de l'affecter sur base des propositions du Conseil d'administration, entérinées par la sous Commission Paritaire ;
4. de payer les indemnités complémentaires de prépension et les charges y afférentes ;
5. d'assurer la prise en charge de la formation syndicale ;
6. d'assurer la prise en charge et/ou l'organisation de formations continuées entérinées par la sous Commission Paritaire ;
7. assumer toutes les autres missions qui lui seraient expressément confiées par la sous Commission Paritaire.

Article 4. Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

Chapitre II : Champ d'application

Article 5. Dans les présents statuts, on entend par :

- " la sous Commission Paritaire " : la sous Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et d'aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (318.01) ;
- « le Fonds » : le Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors ;

- « les ouvriers » : les travailleurs et travailleuses engagés dans les liens d'un contrat de travail d'ouvrier tel que défini par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1978, qu'elle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut ouvrier émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- « les employés » : les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail d'employé tel que défini par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1978 qu'elle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut employé émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- « les travailleurs » : les ouvriers, les ouvrières, les employées et les employés tels que définis ci-dessus ;
- « les employeurs » : les services ressortissant à la sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- « les organisations des employeurs et des travailleurs » : les organisations des employeurs et des travailleurs du secteur des aides familiales et seniors, représentées au sein de la sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors ;
- « masse salariale » : la masse salariale qui correspond aux quatre déclarations trimestrielles à l'Office National de Sécurité Sociale de l'année qui précède l'octroi des avantages.

Article 6. Les présents statuts s'appliquent :

- 1) Aux employeurs du secteur des aides familiales et seniors, ressortissant à la sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale ;
- 2) Aux travailleurs occupés par les employeurs visés sous 1).

Chapitre III : Financement

Article 7. Le Fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'article 6, 1). Les employeurs s'engagent à adapter le taux de leurs cotisations afin de garantir la continuité des obligations du Fonds.

Article 8. Le montant de la cotisation patronale annuelle est fixé par la sous Commission Paritaire.

Les employeurs versent sur le compte bancaire du comité de gestion « ouvriers » :

- 0,10 € par heure prestée par les aide ménagères et les personnes occupées dans un programme de résorption de chômage, qu'ils occupent sous statut « ouvrier » ;
- 1,1% de la masse salariale portée à 100% pour les autres travailleurs qu'ils occupent sous statut ouvrier.

Les employeurs versent sur le compte bancaire du comité de gestion « employés » :

- 0,10 € par heure prestée par les aide ménagères et les personnes occupées dans un programme de résorption de chômage, qu'ils occupent sous statut « employé » ;
- 1,1% de la masse salariale portée à 100% pour les aide familiales qu'ils occupent sous statut « employé ».
- 0,0119 € par heure prestée par les aide familiales qu'ils occupent pour les autres travailleurs qu'ils occupent sous statut « employé ».

4

Article 9. Les cotisations dues par les employeurs sont versées au Fonds avant le 15 mars de chaque année. Tout retard dans le paiement des cotisations est sanctionné par des intérêts de retard, calculés selon des dispositions applicables aux cotisations concernant la sécurité sociale. Ces cotisations sont payées sur deux comptes bancaires distincts, l'un destiné à collecter les cotisations versées par les employeurs pour leurs " employés " et l'autre destiné à rassembler les cotisations versées par les employeurs pour les " ouvriers ". Il ne peut y avoir de transfert financier entre les deux comptes.

Article 10. Le non-paiement des cotisations par un ou plusieurs employeurs ne peut en aucun cas conditionner la réalisation des objectifs du Fonds. En cas de retard ou de non-paiement par certains employeurs, le litige est soumis à la sous Commission Paritaire.

Chapitre IV : Administration

Article 11. Le Fonds est géré par un Conseil d'administration et deux Comités de gestion. Ces trois organes sont composés **paritairement** par des représentants des employeurs et des travailleurs. Chaque Comité de gestion est composé de dix membres. Le Comité " employés " est composé de cinq membres proposés par les organisations des employeurs et cinq membres proposés par les centrales " employés " des organisations de travailleurs. Le Comité " ouvriers " est composé de cinq membres proposés par les organisations des employeurs et cinq membres proposés par les centrales " ouvriers " des organisations de travailleurs. Tous les membres des Comités de gestion sont membres de plein droit du Conseil d'administration du Fonds qui comprend donc, au maximum, vingt membres. Ces vingt membres sont désignés par la sous Commission Paritaire. Si une personne est à la fois membre du Comité de gestion " ouvriers " et membre du Comité de gestion " employés ", elle dispose de deux voix au Conseil **d'administration** du Fonds.

Les organisations des employeurs et des travailleurs peuvent se faire assister par des experts ayant voix consultative.

Article 12. Le mandat des administrateurs et membres des Comités de gestion est valable pour une durée indéterminée. Toutefois chaque organisation peut, sans devoir le motiver, proposer le remplacement **d'un** de ses mandataires à l'approbation de la sous Commission Paritaire.

Article 13. Au cas où un administrateur ou un membre des Comités de gestion serait empêché d'assister à une réunion, ils peut mandater un autre administrateur ou membre des Comités de gestion par procuration datée et signée. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Article 14. Aucune responsabilité personnelle n'incombe aux administrateurs et membres des Comités de gestion dans le cadre des engagements du Fonds. La responsabilité des administrateurs et membres des Comités de gestion se limite à la bonne exécution du mandat qui leur a été confié.

Article 15. Les compétences du Conseil d'administration sont déterminées limitativement comme suit :

- 9
- 1) Percevoir tout subside visé à l'article 3,3° ;
 - 2) Ester en justice dans l'intérêt du Fonds, tant en qualité de demandeur que de défendeur ;
 - 3) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais **d'administration** du Fonds ;
 - 4) Approuver les comptes et budgets du Fonds et les soumettre à l'approbation de la sous Commission paritaire;
 - 5) Engager et gérer le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Ses compétences et son mode de fonctionnement sont précisés dans un règlement d'ordre intérieur qui sera déposé au greffe de l'administration des relations collectives du ministère de l'emploi et du travail.

Article 15bis. Les compétences du Comité de gestion " ouvriers " sont déterminées **limitativement** comme suit :

- 1) Payer les avantages visés aux articles 3,1° et 3,4° aux " ouvriers " ;
- 2) Percevoir les cotisations visées à l'article 3,2° et destinées aux " ouvriers " conformément à l'alinéa 2 de l'article 9 ;
- 3) Payer la formation syndicale visée à l'article 3,5° des délégués "ouvriers " ;
- 4) Prendre en charge les projets de formations continuées visés à l'article 3,6° organisées à destinations des " ouvriers " ;
- 5) Investir éventuellement le solde positif de la partie **d'un** exercice comptable relative aux cotisations " ouvriers " ;
- 6) Dans le cadre des opérations susmentionnées, déposer et retirer des Fonds du compte bancaire " ouvriers " visé à l'alinéa 2 de l'article 9 ;
- 7) Déterminer la nature des frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration ;
- 8) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du Comité de gestion ;
- 9) Déléguer ses compétences à un ou plusieurs mandataires.

Les avantages accordés par le Comité de gestion doivent l'être en vertu d'une Convention Collective de Travail conclue au sein de la sous Commission Paritaire et selon les modalités que la convention précise.

Article 15ter. Les compétences du Comité de gestion " employés " sont déterminées **limitativement** comme suit :

- 1) Payer les avantages visés aux articles 3,1° et 3,4° aux " employés " ;
- 2) Percevoir les cotisations visées à l'article 3,2° et destinées aux " employés " conformément à l'alinéa 2 de l'article 9 ;
- 3) Payer la formation syndicale visée à **l'article** 3,5° des délégués "employés " ;
- 4) Prendre en charge les projets de formations continuées visés à l'article 3,6° organisées à destinations des " employés " ;
- 5) Investir éventuellement le solde positif de la partie **d'un** exercice comptable relative aux cotisations " employés " ;
- 6) Dans le cadre des opérations susmentionnées, déposer et retirer des Fonds du compte bancaire " employés " visé à l'alinéa 2 de l'article 9 ;
- 7) Déterminer la nature des frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration ;
- 8) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais **d'administration** du Comité de gestion ;
- 9) Déléguer ses compétences à un ou plusieurs mandataires ;

Les avantages accordés par le Comité de gestion doivent **l'être** en vertu d'une Convention Collective de Travail conclue au sein de la sous Commission Paritaire et selon les modalités que la convention précise.

Article 16. Le Conseil **d'administration** et les Comités de gestion désignent leur président tous les deux ans, à tour de rôle parmi les membres du conseil ou du comité représentant respectivement les organisations des employeurs et des travailleurs. Ils désignent au même moment, et pour deux ans, le vice-président parmi les membres du conseil ou du comité représentant les organisations des employeurs si le mandat de président est occupé par un représentant des organisations des travailleurs ou inversement. Le président préside aux négociations. En cas d'absence, il est remplacé par le vice-président.

Article 17. Le Conseil **d'administration** et les Comités de gestion se réunissent au siège du Fonds, soit à **l'initiative** de leur président agissant **d'office**, soit à la demande d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs, soit à la demande de la sous Commission Paritaire. Les convocations mentionnant l'ordre du jour, doivent être rédigées par écrit et envoyées au plus tard dix jours avant la réunion.

Article 18. Le Conseil **d'administration** et les Comités de gestion ne peuvent se réunir valablement et prendre des décisions, qu'en présence (effective ou représentée) de la majorité simple de leurs membres. Les décisions du Conseil **d'administration** et des Comités de gestion sont prises à l'unanimité par les membres présents ou représentés.

Articles 19. A défaut d'un consensus au sein du Conseil d'administration ou du Comité de gestion, le différend est soumis à la sous Commission Paritaire.

Article 20. Le secrétaire est désigné par le Conseil d'administration ou le Comité de gestion et ce pour une durée indéterminée. Il assiste aux réunions du Conseil d'administration ou du Comité de gestion, sans toutefois disposer d'un droit de vote.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux du Conseil d'administration ou du Comité de gestion. Il est responsable des archives du Fonds et exécute le travail administratif selon les instructions fournies par le Conseil d'administration ou le Comité de gestion.

Le secrétaire tient la comptabilité du Fonds. Il subdivise les rubriques comptables en trois sous rubriques afin que les recettes et les dépenses des Comités de gestion et du Fonds puissent être distinguées aisément. Les comptes sont clôturés le 31 décembre.

Chapitre V : Contrôle

Articles 21. Le bilan et les comptes annuels, de même que les pièces justificatives et le rapport d'activité pour l'exercice comptable écoulé, sont soumis, pour vérification, avant le 30 avril aux commissaires aux comptes et à un réviseur d'entreprise désigné par la sous Commission Paritaire. Ce réviseur d'entreprise peut à chaque moment prendre connaissance des documents de la comptabilité du Fonds.

Disposant en cette matière du même droit que le Conseil **d'administration**, il peut réclamer de certains ou de tous les employeurs une attestation délivrée par l'O.N.S.S., confirmant l'**exactitude** de la masse salariale ayant servi de base de calcul de leurs cotisations patronales.

Avant le 31 mai, il soumet au Conseil **d'administration** un rapport d'activités concernant la gestion financière du Fonds et il lui communique les observations et remarques qu'il juge nécessaires.

Les bilan, compte débiteur et créditeur, le rapport du Conseil **d'administration** et le rapport du réviseur d'entreprise, sont soumis à l'approbation de la sous Commission Paritaire lors de la première séance après le 31 mai.

Lors de la réunion, celle-ci se prononce sur l'**octroi** de la décharge aux administrateurs pour l'**exercice** de leur mandat concernant l'année comptable écoulée.

Chapitre VI : Dissolution et liquidation

Article 22. Le Fonds peut être dissous à l'initiative d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs représentés à la sous Commission Paritaire moyennant préavis.

Ce préavis doit être notifié au président de la sous Commission Paritaire par lettre recommandée à la poste au plus tard six mois avant la fin de l'exercice comptable.

Le préavis doit mentionner les motifs ayant donné lieu à la demande de dissolution. La liquidation devient effective au plus tôt à la fin de l'exercice comptable écoulé.

Article 23. La sous Commission Paritaire désigne deux liquidateurs obligés de rapporter leurs activités chaque trimestre au moins, et ce jusqu'à la date clôturant la liquidation.

Article 24. En cas de liquidation, les avoirs du Fonds sont mis à la disposition de la sous Commission Paritaire, qui décide de la destination de ceux-ci.

Chapitre VII : Validité

Article 25. La présente Convention Collective de Travail, signée le 25/06/01, abroge et remplace la Convention Collective de Travail du 30 juin 1998, ~~modifiée pour la dernière fois~~ le 23 ~~avril~~ ~~1999~~ ~~numéro d'enregistrement 49856/00/318~~ ~~à rendre obligatoire~~ ~~par arrêté royal du 27/09/00~~ ~~(Moniteur belge du 13/12/00)~~

Elle entre en vigueur le 01/01/01 ~~et cesse de l'être le 31/12/01~~ *pour une durée indéterminée.*

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois notifié, par lettre recommandée à la poste adressée au président de la sous Commission Paritaire.

Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président.

Paritair Subcomité 318.01 voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 juni 2001 tot oprichting van een Fonds voor Bestaanszekerheid en tot vaststelling van de statuten voor de diensten die gesubsidieerd zijn door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor Bestaanszekerheid, inzonderheid artikel 2 ;

Hoofdstuk I : Benaming, zetel, doelstellingen, duur

Artikel 1. Sinds 1 januari 1989 is er een Fonds voor Bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp".

Artikel 2. De zetel van het Fonds is gevestigd te 1348 Louvain-la-Neuve, Place de l'université, 16. Deze zetel kan worden overgedragen naar gelijk welke plaats in België, bij eenvoudig besluit van de Raad van Beheer, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

Artikel 3. Het Fonds heeft de volgende doelstellingen :

1. de toekenning en de vereffening organiseren van aanvullende sociale voordelen voor de werknemers vermeld in artikel 6, 2) ;
2. de bijdragen innen en invorderen die ten laste zijn van de werkgevers vermeld in artikel 6, 1) ;
3. alle subsidies ontvangen die voortkomen van diverse instanties zowel op regionaal, communautair, nationaal, Europees niveau en andere, en deze besteden op basis van de voorstellen van de Raad van Beheer, bekrachtigd door het Paritair Comité ;
4. de aanvullende brugpensioenuitkeringen en de lasten in verband hiermee betalen ;
5. zorgen voor de tenlasteneming van de vakbondsopleiding ;
6. zorgen voor de tenlasteneming en/of de organisatie van voortgezette opleidingen bekrachtigd door het Paritair Subcomité ;
7. alle andere taken vervullen die uitdrukkelijk zouden worden toevertrouwd door het Paritair Subcomité

Artikel 4. Het Fonds wordt opgericht voor onbepaalde tijd

Hoofdstuk II : Toepassingsgebied

Artikel 5. In deze statuten wordt verstaan onder :

- "het Paritair Subcomité" : het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, van het Waalse Gewest en van de Duitstalige Gemeenschap (318.01) ;
- "het Fonds" : het Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp ;
- "de werklieden" : de werknemers en werknemsters die indienstgenomen zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst voor werklieden, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 3 juli 1978, ongeacht hun functie, alsook alle personen in een werkliedenstatuut die vallen onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van

de sector gezins- en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp ;

- "de **bedienden**" : de werknemers die indienstgenomen zijn in het kader van een **arbeidsovereenkomst** voor bedienden, zoals bepaald in **artikel 2** van de wet van **3 juli 1978**, ongeacht hun **functie**, alsook **alle** personen in een bediendenstatuut die vallen onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van de sector gezins- en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp ;
- "de werknemers" : de werklieden, werksters, mannelijke en vrouwelijke bedienden zoals hierboven bepaald ;
- "de **werkgevers**" : de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp ;
- "de werkgevers- en **werknemersorganisaties**" : de werkgevers- en werknemersorganisaties van de sector gezins- en **bejaardenhulp**, **vertegenwoordigd** in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp ;
- "**loonsom**" : de loonsom die overeenstemt met de vier **kwartaalaangiften** aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de voordelen.

Artikel 6. Deze statuten zijn van toepassing :

- 1) Op de werkgevers van de sector gezins- en bejaardenhulp, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die gesubsidieerd zijn door het **Waalse Gewest**, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** ;
- 2) Op de werknemers die tewerkgesteld zijn door de werkgevers vermeld onder 1).

Hoofdstuk III : Financiering

Artikel 7. Het Fonds beschikt over de bijdragen die werden **gestort** door de werkgevers vermeld in artikel 6, 1). De werkgevers verbinden zich **ertoe om** het bedrag van hun bijdragen aan te passen teneinde de **continuïteit** van het Fonds te **garanderen**.

Artikel 8. Het bedrag van de jaarlijkse werkgeversbijdrage wordt vastgesteld door het Paritair Subcomité.

De werkgevers storten op de bankrekening van het beheerscomité "werklieden" :

- 0,10 € per gepresteerd uur door de huishoudhelpers en de personen die tewerkgesteld zijn in een programma ter bestrijding van de werkloosheid, die zij tewerkstellen in een "**werklieden**" statuut ;
- 1,1 % van de loonsom die op 100 % gebracht wordt voor de andere werknemers die zij tewerkstellen in een werkliedenstatuut

De werkgevers storten op de bankrekening van het beheerscomité "bedienden" :

- 0,10 € per gepresteerd uur door de huishoudhelpers en de personen die tewerkgesteld zijn in een programma ter bestrijding van de werkloosheid, die zij tewerkstellen in een "**bedienden**" statuut ;
- 1,1 % van de loonsom die op 100 % gebracht wordt voor de gezinshelpers die zij tewerkstellen in een "**bedienden**" statuut.
- 0,0119 € per gepresteerd uur door de gezinshelpers die zij tewerkstellen voor de andere werknemers die zij tewerkstellen in een "**bedienden**" statuut.

Artikel 9. De bijdragen die verschuldigd zijn door de werkgevers worden **elk**jaar aan het Fonds **gestort v  r 15 maart**. Elke **vertraging** bij de betaling van de bijdragen wordt gesanctioneerd door **verwijlintresten**, berekend volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de bijdragen **betreffende** de sociale zekerheid. Deze bijdragen worden betaald op twee verschillende **bankrekeningen**, de ene is bestemd voor de bijdragen van de werkgevers voor hun **“bedienden”** en de andere is bestemd voor de bijdragen van de werkgevers voor de **“werklieden”**. Er **mag** geen **financiële** overdracht gebeuren tussen de twee rekeningen.

Artikel 10. De **niet-betaling** van de bijdragen door één of meerdere werkgevers mag in geen **geval** de **verwezenlijking** van de doelstellingen van het Fonds **beinvloeden**. In geval van vertraging of niet-betaling door sommige werkgevers wordt het geschil voorgelegd aan het Paritair Subcomité.

Hoofdstuk IV : Beheer

Artikel 11. Het Fonds wordt beheerd door een Raad van Beheer en twee Beheerscomités. Deze drie organen worden paritair samengesteld door de **vertegenwoordigers** van de werkgevers en van de werknemers. Elk Beheerscomité is samengesteld uit tien leden. Het Comité "bedienden" is samengesteld uit vijf leden die worden voorgedragen door de werkgeversorganisaties en vijf leden die worden voorgedragen door de **“bedienden”centrales** van de werknemersorganisaties. Het Comité "werklieden" is samengesteld uit vijf leden die worden voorgedragen door de werkgeversorganisaties en vijf leden voorgedragen door de **“werklieden”centrales** van de werknemersorganisaties. **Alle** leden van de Beheerscomités zijn van rechtswege leden van de Raad van Beheer van het Fonds dat dus maximaal twintig leden **omvat**. Deze twintig leden worden aangewezen door het Paritair Subcomité. Indien een persoon tegelijk lid is van het Beheerscomité "werklieden" en lid van het Beheerscomité "bedienden" beschikt deze over twee stemmen in de Raad van Beheer van het Fonds. De werkgevers- en de werknemersorganisaties kunnen zich **laten bijstaan** door deskundigen die een adviserende stem hebben.


Artikel 12. Het mandaat van de beheerders en leden van de Beheerscomités is geldig voor onbepaalde tijd. Elke organisatie mag evenwel, zonder dit te moeten motiveren, de **vervanging** van één van haar lasthebbers ter goedkeuring voorstellen aan het Paritair Subcomité.

Artikel 13. Ingeval een beheerder of een lid van de Beheerscomités verhinderd zou zijn om een vergadering bij te wonen, mag hij aan een andere beheerder of een lid van de Beheerscomités machtiging verlenen met een gedateerde en **ondertekende** volmacht. Een lid mag slechts drager zijn van één volmacht.

Artikel 14. De Beheerders en leden van de Beheerscomités hebben geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid in het kader van de **verbintenissen** van het Fonds. De verantwoordelijkheid van de beheerders en leden van het Beheerscomité is beperkt tot de goede uitvoering van het mandaat dat hen werd **toevertrouwd**.

Artikel 15. De **bevoegdheden** van de Raad van Beheer worden beperkend als volgt bepaald :

- 1) **Alle** subsidies innen die vermeld worden in **artikel 3, 3 **
- 2) In rechte optreden in het belang van het Fonds, **zowel** in de hoedanigheid van vrager **als** van verdediger ;

- 
- 3) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten **bepalen** die mogen worden **gebruikt** om de beheerskosten van het Fonds te dekken ;
 - 4) De rekeningen en begroting van het Fonds goedkeuren en deze ter goedkeuring voorleggen aan het Paritair Subcomité ;
 - 5) Het personeel dat noodzakelijk is voor het **vervullen** van **haar** taken indienstnemen en beheren.

Zijn bevoegdheden en zijn werkwijze worden uiteengezet in een huishoudelijk règlement dat zal worden neergelegd op de **griffie** van de administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het ministerie van tewerkstelling en arbeid.


Artikel 15bis. De bevoegdheden van het Beheerscomité “**werklieden**” worden beperkend **als** volgt bepaald :

- 1) De voordelen betalen die vermeld worden in de artikelen 3, 1^o en 3, 4^o aan de "werklieden" ;
- 2) De bijdragen innen die vermeld staan in artikel 3,2^o en bestemd zijn voor de "werklieden" overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 9 ;
- 3) De vakbondsopleiding betalen die vermeld is in artikel 3,5^o van de afgevaardigden "werklieden" ;
- 4) De projecten voor **voortgezette** opleidingen ten **laste nemen** die vermeld worden in artikel 3, 6^o en die worden georganiseerd voor de "werklieden" ;
- 5) Eventueel het positief saldo investeren van het gedeelte van een boekhoudkundig jaar **betreffende** de bijdragen "werklieden" ;
- 6) In het kader van bovenvermelde verrichtingen, gelden plaatsen en **afhalen** van de bankrekening "werklieden" vermeld in het 2^{de} lid van artikel 9 ;
- 7) De aard van de kosten **bepalen** die **als** beheerskosten kunnen worden beschouwd ;
- 8) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten **bepalen** die mogen worden gebruikt om de beheerskosten van het Beheerscomité te dekken
- 9) De bevoegdheden afvaardigen aan één of meerdere lasthebbers

De voordelen moeten worden toegekend door het Beheerscomité krachtens een Collectieve Arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité en volgens de modaliteiten die in de overeenkomst worden bepaald.

Artikel 15ter. De bevoegdheden van het Beheerscomité “**bedienden**” worden beperkend **als** volgt bepaald :

- 1) De voordelen betalen die vermeld worden in de artikelen 3, 1^o en 3, 4^o aan de "bedienden" ;
- 2) De bijdragen innen die vermeld staan in artikel 3,2^o en bestemd zijn voor de "bedienden" overeenkomstig het 2^{de} lid van artikel 9 ;
- 3) De vakbondsopleiding betalen die vermeld is in artikel 3,5^o van de afgevaardigden "bedienden" ;
- 4) De projecten voor voortgezette opleidingen ten laste nemen die vermeld worden in artikel 3, 6^o en die worden georganiseerd voor de "bedienden" ;
- 5) Eventueel het positief saldo investeren van het gedeelte van een boekhoudkundig jaar betreffende de bijdragen "bedienden" ;
- 6) In het kader van bovenvermelde verrichtingen, gelden plaatsen en afhalen van de bankrekening "bedienden" vermeld in het 2^{de} lid van artikel 9 ;
- 7) De aard van de kosten **bepalen** die **als** beheerskosten kunnen worden beschouwd ;

- 
- 8) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten bepalen die **mogen worden gebruikt om de beheerskosten van het Beheerscomité te dekken**
 - 9) De bevoegdheden afvaardigen aan één of meerdere **lasthebbers**;

De voordelen moeten worden toegekend door het Beheerscomité krachtens een Collectieve **Arbeidsovereenkomst** gesloten in het Paritair Subcomité en volgens de **modaliteiten** die in de overeenkomst worden bepaald.

Artikel 16. De Raad van Beheer en de Beheerscomités wijzen hun voorzitter om de twee jaar bij **toerbeurt** aan onder de **leden** van de raad of van het comité die respectievelijk de werkgevers- en de werknemersorganisaties **vertegenwoordigen**. Zij wijzen **tegelijkertijd**, en voor twee jaar, de **ondervoorzitter** aan onder de leden van de raad of van het comité die de werkgeversorganisaties **vertegenwoordigen** **als** het mandaat van voorzitter ingenomen is door een **vertegenwoordiger** van de werknemersorganisaties **of omgekeerd**. De voorzitter zit de onderhandelingen voor. In **geval** van afwezigheid wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Artikel 17. De Raad van Beheer en de Beheerscomités vergaderen ten **zetel** van het Fonds, **ofwel** op initiatief van hun voorzitter die ambtshalve **handelt**, **ofwel** op verzoek van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties, **ofwel** op verzoek van het Paritair Subcomité. De oproepingen, waarin de agenda staat **vermeld**, moeten **schriftelijk** worden opgesteld en uiterlijk tien dagen voor de vergadering worden verzonden.

Artikel 18. De Raad van Beheer en de Beheerscomités kunnen slechts geldig vergaderen en beslissingen **nemen** in aanwezigheid (**effectief of vertegenwoordigd**) van de eenvoudige meerderheid van hun leden. De beslissingen van de Raad van Beheer en van de Beheerscomités worden eenparig genomen door de aanwezige of **vertegenwoordigde** leden.

Artikel 19. Bij gebreke van een consensus binnen de Raad van Beheer of het Beheerscomité wordt het geschil voorgelegd aan het Paritair Subcomité.


Artikel 20. De secretaris wordt aangewezen door de Raad van Beheer of het Beheerscomité en dit voor onbepaalde tijd. Hij woont de vergaderingen van de Raad van Beheer of van het Beheerscomité bij, zonder echter over stemrecht te beschikken.

De secretaris **stelt** de notulen van de Raad van Beheer of van het Beheerscomité op. Hij is verantwoordelijk voor de archieven van het Fonds en voert het administratief werk uit volgens de **instructies** van de Raad van Beheer of het Beheerscomité.

De secretaris houdt de boekhouding van het Fonds **bij**. Hij verdeelt de boekhoudkundige **rubrieken** in drie **subrubrieken** opdat gemakkelijk een onderscheid zou kunnen worden gemaakt tussen de inkomsten en de uitgaven van de Beheerscomités en van het Fonds. De rekeningen worden afgesloten op 31 december.

Hoofdstuk V : Contrôle

Artikel 21. De balans en de jaarrekeningen, evenals de bewijsstukken en het activiteitenverslag voor het afgelopen boekjaar worden voor nazicht **vôôr 30 april** voorgelegd aan de accountant en aan een bedrijfsrevisor die wordt aangewezen door het Paritair Subcomité. Deze bedrijfsrevisor kan op ieder ogenblik kennis nemen van de documenten van de boekhouding van het Fonds.



Aangezien hij in dit verband over hetzelfde recht beschikt als de Raad van Beheer, kan hij van sommige of van **alle** werkgevers een attest eisen van de R.S.Z. waarin de juistheid wordt bevestigd van de loonsom die als **berekeningsbasis heeft** gediend voor hun werkgeversbijdragen.

Vôôr 31 mei **legt** hij aan de Raad van Beheer een activiteitenverslag voor **betreffende** het **financieel** beheer van het Fonds en **deelt** hij de opmerkingen en de commentaar **mede** die hij noodzakelijk acht.

De balans, débet- en creditrekening, het verslag van de Raad van Beheer en het verslag van de bedrijfreviseur, worden ter goedkeuring voorgelegd aan het Paritair Subcomité tijdens de eerste vergadering na 31 mei.

Tijdens de vergadering spreekt deze zich uit over de toekenning van het voordeel aan de beheerders voor de uitoefening van hun **mandaat** betreffende het afgelopen boekjaar.

Hoofdstuk VI : Ontbinding en vereffening

Artikel 22. Het Fonds kan worden ontbonden op initiatief van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties die **vertegenwoordigd** zijn in het Paritair Subcomité mits een opzegging wordt inachtgenomen.

Deze opzegging moet per ter post aangetekende **brief** worden betekend aan de voorzitter van het Paritair Subcomité, uiterlijk zes maanden **vóór** het einde van het boekjaar.

In de opzegging **moeten** de redenen worden vermeld die aanleiding hebben gegeven **tot** het verzoek om ontbinding. De **vereffening** wordt **effectief** ten vroegste op het einde van het afgelopen boekjaar.

Artikel 23. Het Paritair Subcomité wijst twee **vereffenaars** aan die **verplicht** zijn om ten minste **elk kwartaal** verslag uit te brengen over hun activiteiten, en dit **totde** datum waarop de vereffening wordt afgesloten.

Artikel 24. In **geval** van vereffening worden de activa van het Fonds ter beschikking gesteld van het Paritair Subcomité, die beslist over de bestemming **ervan**.

Hoofdstuk VII : Geldigheid

Artikel 25. Deze Collectieve **Arbeidsovereenkomst**, ondertekend op 25/06/01, herroept en **vervangt** de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 30 juni 1998.

Zij treedt in werking op 01/01/01 voor onbepaalde tijd.

Zij kan worden opgezegd door één van de **partijen** mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt betekend per aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Subcomité.

De **termijn** van drie maanden **vangt** aan op de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt verzonden.